

S 052 H 609/2

9hh

(1938-40)

Hôtel du Markstein

Dépêche du M.T.P. C.D. 28.12.38 67 XI 1°  
22. 3.39

Lettre SNCF au Ministre des Finances 19. 2.40

Hôtel du Markstein

C O P I E

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 19 février 1940

-----  
Services Financiers  
-----

D. 6213 / 20  
-----

Monsieur le Ministre,

Comme suite à la dépêche du 29 décembre 1938 de M. le Ministre des Travaux Publics, dont ci-joint copie, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien ordonner le virement du compte 27-33 "Disponibilités sur fonds de réserve des primes du Réseau A.L." à notre compte courant 27-28 "Société Nationale des Chemins de fer français", de la somme de Frs. .... 668.241,44 représentant les dépenses faites pour le compte des Hôtels du Markstein et se décomposant comme suit :

Dépenses antérieures au 1 <sup>er</sup> janvier 1938 .....	552.283,06	f
Dividende bénévole versé par le Réseau en 1938 ....	147.788,47	f
à déduire :	700.071,53	
Dividende chirographaire touché par le Réseau.....	30.580,09	
Prix de vente de la parcelle Wolf .....	1.250,--	
	31.830,09	
Dépenses nettes .....	668.241,44	=====

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des Finances.



CD 22 mai 1958

QUESTION XI - Questions diverses.-

a) Hôtel du Markstein -

Le Comité habilite M. LE BESNERAIS à accepter l'offre faite en vue de la réouverture de l'Hôtel du Markstein.

M. SURLIAU.- Une offre a été faite par un hôtelier pour rouvrir l'Hôtel du Markstein.

M. LE BESNERAIS.- Il est nécessaire de répondre immédiatement à cette personne. Elle prend l'entretien de l'hôtel à sa charge. Il y a eu déjà un hôtelier qui avait essayé de le prendre ; une dépêche ministérielle nous y autorisait ; mais cette autorisation n'a été accordée qu'au bout de trois mois et, finalement, l'hôtelier s'est récusé. Cela est arrivé deux fois.

M. SURLIAU.- Cet hôtel a coûté 8 M. au Trésor et 8 M. à des particuliers. On a dépensé 16 M. pour établir un hôtel de luxe en montagne. Malheureusement, il n'y a pas assez de neige dans les Vosges.

M. BEROU.- Cette affaire a été mauvaise. Il ne faut pas laisser perdre l'occasion qui s'offre.

M. LE PRESIDENT.- Nous pouvons faire confiance à ~~XXXXXXXXXXXX~~ la Direction Générale, pour s'entendre avec cet hôtelier et régler cette affaire.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une proposition de location des Hôtels du Markstein, présentée par M. Roger Ruillier, Industriel à Mulhouse, aux conditions exposées dans le projet de bail ci-annexé.

Dans sa lettre du 5 février 1938 et dans une note annexe dont copies ci-jointes, M. Ruillier expose qu'il se propose de former une Société, avec le concours financier de quelques autres industriels de la région de Mulhouse, dans le but d'offrir au personnel de leurs établissements la possibilité d'un séjour en montagne à prix réduit. Il ajoute que cette Société pourrait entrer en rapport avec un certain nombre de groupements d'éducation physique, comprenant notamment l'Avant-Garde du Rhin, dont le Président d'honneur est le Général de Pouydraguin qui a présenté M. Ruillier. Ces groupements seraient susceptibles de procurer une clientèle parmi les familles de leurs membres.

En outre, il spécifie que le personnel des établissements industriels prêtant à la Société leur concours financier ne jouirait que d'un tarif de faveur et que les hôtels resteraient ouverts au public.

Nous sommes d'avis d'accepter le projet de bail sous les réserves suivantes:

a) - pour éviter un abaissement trop important du chiffre d'affaires devant servir de base à la détermination du loyer à partir de la troisième année, l'article 3 du projet de bail devrait être complété par l'indication du taux maximum de réduction à consentir, sous forme de tarif de faveur, au personnel des établissements industriels intéressés dans la Société.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics  
(Direction Générale des Chemins de fer et des Transports).



b) - pour conserver aux immeubles leur caractère d'hôtels accessibles au public, l'article 4 devrait prévoir qu'un nombre de chambres à déterminer, serait laissé à la disposition du public (ce nombre pourrait être égal, par exemple, au nombre de chambres de l'hôtel Bellevue).

La location actuelle de l'hôtel Bellevue expirant le 1er avril, il y aurait intérêt à donner une suite rapide à cette offre de location. Je vous serais très obligé de bien vouloir nous faire connaître si le projet de bail, modifié comme il vient d'être dit, a votre agrément et si nous pouvons traiter dans ces conditions avec M. Ruillier.

J'ai l'honneur de vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Très humblement,  
J. B. L.

Paris, le 29 décembre 1938

Ministère  
des  
Travaux Publics  
-----  
Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports

C O P I E

-----  
1<sup>er</sup> Bureau  
---

LE MINISTRE

À Monsieur le Président du Comité Spécial  
d'Administration des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine.

La Mission du Contrôle Financier m'a soumis ses propositions concernant l'imputation au fonds de réserve des primes de certaines dépenses afférentes aux Hôtels du Markstein pour la période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1938.

Le décompte s'établit ainsi :

Dépenses d'entretien des Hôtels .....	549.039,11
Créance irrécouvrable Hiniger .....	936,45
Frais de liquidation Hiniger .....	2.307,50
	<hr/>
Total des dépenses .....	552.283,06
	=====

J'ai l'honneur de vous informer que, d'accord avec M. le Ministre des Finances, j'autorise l'imputation de cette somme de 552.283,06 au fonds de réserve des primes de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine, sous les conditions suivantes :

1° - que les sommes qui seront récupérées sur l'architecte des hôtels au titre des frais de réparation évalués par le Réseau à 136.061,76 (litige actuellement pendant devant les tribunaux) devront être portées au crédit du fonds de réserve des primes;

2° - que les dividendes chirographaires à recevoir au titre de la liquidation de la Société des Hôtels du Markstein seront également versés au fonds de réserve ainsi qu'une somme de 1.250 fr provenant de la vente d'une parcelle de terrain du Sieur Wolf;

3° - que les dividendes bénévoles que le Réseau a été autorisé par décisions des 9 août et 6 septembre 1935 à verser à certains créanciers de l'ancienne Société des Hôtels du Markstein devront être prélevés sur le fonds de réserve des primes.

Le Ministre des Travaux Publics,  
P. Le Ministre et par autorisation,  
Le Conseiller d'Etat,  
Directeur Général des Chemins de fer  
et des Transports,

signé : CLAUDON